Compte Rendu Conseil communautaire du 29 janvier 2020 A la salle des fêtes de Nabirat

L'an deux mille vingt, le vingt neuf janvier, le conseil communautaire de la Communauté de Communes de Domme – Villefranche du Périgord, dûment convoqué, s'est réuni à dix-huit heures trente, en session ordinaire à la salle des fêtes de Nabirat sous la présidence de M. CASSAGNOLE Jean-Claude.

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 35

Date de convocation du conseil communautaire : 23 janvier 2020

Présents : MALVY Francis - MANIERE Bernard - MAURY Daniel – ROUBERGUE Marie Françoise - JALES Rémi – LAGREZE Jocelyne - AZAM Serge – DEBET DUVERNEIX Joëlle - MAURIE Daniel – DUSSOL Pascal - VASSEUR Marie-Hélène – CASSAGNOLE Jean-Claude – LAGRANGE Jocelyne - GERMAIN Alain – LAVAL Jean Marie – BREL Gérard - MAZET Bernard – LAPOUGE Michel - CALMEILLE Alain – MAURY José – VIGIE Yvette – VENTELOU Christian – GAUTHIER MILHAC Michel – GARRIGOU Christian - CONCHOU Daniel – FARFAL Claudine - FRICONNET Nadine – COUDOUMIE Jean Pierre – CRAMAREGEAS Christian - BRONDEL Claude - CARRIER Jean Louis

Absents excusés non représentés : JOURDAN Jean Louis - CABANNE Jean Claude – DELPECH Pascal – TEIXEIRA Normand.

Yvette VIGIE, maire, accueille l'ensemble des participants et passe la parole au Président.

Jean-Claude CASSAGNOLE souhaite la bienvenue au conseil communautaire, fait adopter à l'unanimité le compte-rendu du précédent conseil communautaire, puis décline l'ordre du jour.

Mme Yvette VIGIE est désignée secrétaire de séance.

Mise en œuvre dans le cadre du Contrat Local de Santé du projet « Le Nettoyage sain en Périgord Noir »

Le Président rappelle au conseil communautaire que le Contrat Local de Santé (CLS) a été lancé en 2017 au niveau des six communautés de communes du Pays du Périgord Noir et dont la maîtrise d'ouvrage est portée par la communauté de communes de Domme-Villefranche-du-Périgord.

Il informe le conseil que, suite à un appel à projet pour lequel il s'est avéré nécessaire de répondre très rapidement, le choix a été fait de retenir l'opération « *Nettoyage sain* » dont le déroulement s'effectue sur deux ans, 2020 et 2021.

Une action semblable a bénéficié d'une réception très favorable sur le territoire de la communauté de communes Vallée de l'Homme, et a apporté la démonstration du bien-fondé de cette opération dont l'application a été généralisée et adoptée par ce territoire.

Dans cette optique, l'opération « *Nettoyage sain* » constitue un projet dont l'intérêt est certain sur le plan sanitaire. Il vise à la protection des usagers et des personnels en s'appuyant sur une information scientifique et médicale.

Le Président informe le conseil que le montant du projet cité en objet s'élève à 93 500 € dont 55% sont subventionnés par la Région, soit 51 540 €, la décision attributive nous étant déjà parvenue.

Le reste à charge pour les six communautés de communes s'élève, quant à lui, à 41 960 € sur deux ans. Comme le prévoit la convention partenariale, le montant de la participation financière des EPCI sera

calculée au pro rata des prestations réalisées (conférences, formations, ateliers) sur leur territoire respectif.

Au vu de tous ces éléments, le Président propose d'adopter le projet ci-avant exposé.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

- De donner son accord quant à l'adoption de l'opération « *Nettoyage sain en Périgord Noir* »,
- D'accepter le plan de financement prévisionnel de ladite opération,
- Et de charger le Président d'effectuer les démarches, de signer la convention partenariale jointe en annexe à la présente délibération, et de signer toutes les pièces se rapportant à l'affaire citée en objet.

Service de paiement en ligne des recettes publiques locales « PAYFIP » : convention d'adhésion

Le Président informe le conseil communautaire que les collectivités locales et leurs établissements publics vont être progressivement tenus de proposer à leurs usagers une solution de paiement en ligne conformément au dispositif prévu à l'article 75 de la loi n°2017-1175 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017.

Notre collectivité est concernée par cette mesure à compter du 1^{er} juillet 2020.

La DGFIP propose une solution appelée PayFip qui permet à l'utilisateur de régler ses factures à n'importe quel moment, de n'importe où et sans frais, soit par carte bancaire, soit par prélèvement unique (non récurrent).

Après avoir donné lecture de la convention d'adhésion avec la DGFIP, le Président propose à l'assemblée de l'adopter afin de faire bénéficier aux usagers de ce service de paiement en ligne.

Le conseil communautaire, après avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

- De donner un avis favorable à l'adoption de la convention d'adhésion au service PayFip jointe en annexe de la présente délibération,
- d'effectuer les démarches, et de signer toutes les pièces se rapportant à l'affaire citée en objet.

Adhésion à un groupement de commande pour « l'achat d'énergies, de travaux/fournitures/services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique »

Vu la directive européenne n°2009/72/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur d'électricité,

Vu la directive européenne n°2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel,

Vu le code de l'énergie,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Considérant que la communauté de communes Domme-Villefranche-du-Périgord a des besoins en matière d'achat d'énergie, de travaux, de fourniture et de service en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique,

Considérant que la mutualisation peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment d'obtenir des meilleurs prix,

Considérant que les Syndicats d'Énergies de la région Nouvelle Aquitaine s'unissent pour constituer un groupement de commandes, avec des personnes morales de droit public et de droit privé, pour

l'achat d'énergies, de travaux, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique,

Considérant que le groupement est constitué pour une durée illimitée,

Considérant que pour satisfaire ces besoins sur des bases de prix compétitifs, il sera passé des marchés ou des accords-cadres,

Considérant que le SDEEG (Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde) sera le coordonnateur du groupement,

Considérant que ce groupement présente un intérêt pour la communauté de communes Domme-Villefranche-du-Périgord au regard de ses besoins propres,

Sur proposition de Monsieur le Président et, après avoir entendu son exposé, le conseil communautaire décide, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres :

- ✓ l'adhésion de la communauté de communes Domme-Villefranche-du-Périgord au groupement de commande pour « l'achat d'énergies, de travaux/fournitures/services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique » pour une durée illimitée,
- ✓ d'autoriser le Président à signer la convention constitutive du groupement joint en annexe et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération,
- ✓ d'autoriser le Président à faire acte de candidature aux marchés d'énergies (électricité, gaz naturel, fioul, propane, bois...) proposés par le groupement suivant les besoins de la communauté de communes,
- ✓ d'autoriser le coordonnateur et le Syndicat d'énergies dont il dépend, à solliciter, autant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives à différents points de livraison,
- ✓ d'approuver la participation financière aux frais de fonctionnement du groupement et, notamment pour les marchés d'énergies, sa répercussion sur le ou les titulaire(s) des marchés conformément aux modalités de calcul de l'article 9 de la convention constitutive.
- ✓ de s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la communauté de communes est partie prenante,
- ✓ de s'engager à régler les sommes dues au titre des marchés, accords-cadres et marchés subséquents dont la communauté de communes est partie prenante et à les inscrire préalablement au budget.

SMD3 Révision et adoption des nouveaux statuts

Le Président rappelle que les neuf communes de l'ex-canton de Villefranche-du-Périgord adhèrent au Syndicat Départemental des Déchets de la Dordogne (SMD3), dans le cadre du ramassage et du traitement des ordures ménagères.

Suite à des changements intervenus au sein du fonctionnement du Syndicat, le Président propose de valider les modifications introduites au sein des statuts portant notamment sur :

- L'Article 1 des statuts « composition du Syndicat Mixte »
- L'Article 5 des statuts « les ressources »
- L'Article 6 des statuts « mode de représentation »
-

Après avoir donné lecture desdites modifications, le Président propose d'adopter les nouveaux statuts du Syndicat.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide à l'unanimité :

- De donner un avis favorable à l'adoption des nouveaux statuts du SMD3 joints en annexe à la présente délibération,
- Et de charger le Président à effectuer les démarches, à signer les statuts nouvellement adoptés ainsi que toutes les pièces se rapportant à l'affaire mentionnée en objet.

Opération Collective en Milieu Rural (FISAC) – Modification du règlement d'intervention

Le Président informe les membres du conseil communautaire de la nécessité de modifier le règlement d'intervention de l'Opération Collective en Milieu Rural suite à la proposition du comité de pilotage de modifier les conditions d'attribution des subventions au titre des fonds FISAC. A ce jour, ces fonds étaient attribués selon la nature des projets présentés par les entreprises et pouvaient être bonifiés financièrement s'ils répondaient à des critères définis dans le règlement national du FISAC. Ce dispositif a nécessité la création de deux enveloppes financières non fongibles.

Cependant, une grande majorité des dossiers présentés ne remplissaient pas les conditions pour bénéficier d'une bonification et cette situation risquait de voir l'enveloppe bonifiée sous utilisée. Aussi, le comité de pilotage a souhaité qu'un avenant à la convention FISAC soit conclue avec le Ministère de l'Economie et des Finances afin de l'enveloppe bonifiée soit supprimée et que les fonds soient transférés sur l'enveloppe non bonifiée.

Le Ministère ayant accepté cette modification en minorant les fonds transférés, il est nécessaire de modifier le règlement d'intervention de l'Opération Collective en Milieu Rural et de la soumettre à l'approbation des conseils communautaires du Pays de Périgord Noir.

Les membres du conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuvent le règlement d'intervention de l'Opération Collective en Milieu Rural annexé aux présentes,
- Autorisent le Président de prendre toutes décisions et de signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)

Le conseil communautaire,

Sur rapport de Monsieur le Président,

VU

- le Code Général des Collectivités Territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88 et 136.
- le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,
- le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique d'État,
- l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'État des dispositions du décret 2014-513 ;
- l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application au corps interministériel d'adjoints administratifs des administrations de l'État des dispositions du décret 2014-513 ;

- l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application au corps interministériel des secrétaires administratifs des administrations de l'État des dispositions du décret 2014-513 ;
- l'arrêté du 28 avril 2015 modifié pris pour l'application au corps interministériel d'adjoints techniques des administrations de l'État des dispositions du décret 2014-513 ;
- l'arrêté du 27 août 2015 pris pour l'application de l'article 5 du décret n° 2014-513 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application au corps des adjoints techniques de l'Intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel

Le Président informe l'assemblée,

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la Fonction Publique de l'Etat est transposable à la Fonction Publique Territoriale. Il se compose de deux parts :

- une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- et un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir basé sur l'entretien professionnel.

L'établissement a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire des agents et instaurer le RIFSEEP, afin de remplir les objectifs suivants :

- prendre en compte la place de chacun dans l'organigramme de la collectivité et reconnaître les spécificités de certains postes ;
- valoriser l'expérience professionnelle;
- prendre en compte le niveau de responsabilité des différents postes en fonction des trois critères d'encadrement, d'expertise et de sujétions ;
- renforcer l'attractivité de la collectivité ;

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles explicitement cumulables.

BENEFICIAIRES

Le RIFSEEP pourra être versé aux fonctionnaires stagiaires et titulaires des cadres d'emplois suivants :

- Attachés,
- Rédacteurs,
- animateurs,
- Techniciens (sous réserve de la publication de l'arrêté correspondant),
- Éducateurs de jeunes enfants (sous réserve de la publication de l'arrêté correspondant),
- Adjoints administratifs,
- Adjoints techniques,
- Agents de maîtrise,
- Adjoints d'animation

Les agents de droit privé ne sont pas concernés par le régime indemnitaire.

L'IFSE : PART FONCTIONNELLE

La part fonctionnelle de la prime sera versée selon la périodicité suivante : mensuellement sur la base du montant annuel individuel attribué.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion;
- au moins tous les quatre ans en fonction de l'expérience professionnelle acquise par l'agent.

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale selon les modalités critères définis ci-dessous et fera l'objet d'un arrêté.

L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions, à l'exception des primes et indemnités légalement cumulables.

Modulation selon l'absentéisme :

En cas d'absence : L'IFSE sera suspendue en cas de maladie ordinaire, accident de service ou maladie professionnelle, de longue maladie, grave maladie et congé de longue durée;

L'IFSE sera maintenue pendant les congés annuels, les autorisations d'absence, les formations, le congé maternité, paternité, adoption.

L'IFSE suivra la quotité de traitement versée en cas de temps partiel et congé de présence parentale.

a) Le rattachement à un groupe de fonctions

La part fonctionnelle peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau d'expertise et les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes de fonctions définis ci-dessous.

Chaque groupe de fonction est établi à partir de critères professionnels tenant compte :

- Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, notamment au regard de :
 - o Nombre de collaborateurs encadrés,
 - o Type de collaborateurs encadrés,
 - o Niveau d'encadrement,
 - o Niveau de responsabilités liées aux missions (humaine, financière, juridique, politique,...),
 - o Niveau d'influence sur les résultats collectifs,
 - o Organisation du travail, gestion du planning des agents.
- De la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
 - o Connaissance requise,
 - o Technicité – niveau de difficulté,
 - o Champ d'application,
 - o Diplôme attendu / poste,

- Certification,
 - Autonomie,
 - Influence – motivation d’autrui,
 - Rareté de l’expertise.
- Des sujétions particulières ou du degré d’exposition du poste au regard de son environnement professionnel ;
- Relations externes / internes (typologie des interlocuteurs),
 - Contact avec publics difficiles,
 - Impact sur l'image de la collectivité,
 - Risque d'agression physique,
 - Risque d'agression verbale,
 - Exposition aux risques de contagion(s),
 - Risque de blessure,
 - Itinérance/déplacements,
 - Variabilité des horaires,
 - Contraintes météorologiques,
 - Travail posté,
 - Liberté pose congés,
 - Obligation d'assister aux instances,
 - Engagement de la responsabilité financière,
 - Engagement de la responsabilité juridique,
 - Zone d'affectation,
 - Actualisation des connaissances,

Le Président propose de fixer les groupes et les montants de référence de la manière suivante :

<i>GROUPES</i>	<i>Fonctions</i>	<i>Montant plafond annuel</i>
<i>A G1</i>	<i>Directrice Générale des Services, Responsable Pôles Fiscalité et Développement Économique</i>	<i>6850 €</i>
<i>B G1</i>	<i>Responsable Pôle RH, coordinatrice enfance Jeunesse, Responsable Pôles Administration générale et Tourisme</i>	<i>6000 €</i>
<i>B G2</i>	<i>Directrice ALSH Responsable SPANC</i>	<i>3720 €</i>
<i>B G3</i>	<i>Directrice Adjointe Crèche</i>	<i>2800 €</i>
<i>C G1</i>	<i>Responsable Pôle Technique Chef de service Loisirs-Nature Chef de service technique Directrice ALSH</i>	<i>2750 €</i>

C G2	<i>Agent service technique / chauffeur PL / Caces Directeur adjoint ALSH Cuisinier ALSH Cuisinière Crèche</i>	2450 €
C G3	<i>Animatrice ALSH Animatrice Crèche Agent d'entretien ALSH Agent d'entretien Crèche</i>	900 €

Les agents classés selon leur groupe de fonction ne pourront pas percevoir un montant supérieur au montant plafond fixé réglementairement pour leur cadre d'emploi

b) L'expérience professionnelle

Le montant d'IFSE pourra être modulé en fonction de l'expérience professionnelle. Il est proposé de retenir les critères de modulation suivants : Expérience dans le domaine d'activité, Expérience dans d'autres domaines, Connaissance de l'environnement de travail, Capacité à exploiter les acquis de l'expérience.

Le nombre de points total sur le critère d'expérience professionnelle, servira à définir le montant réel à attribuer à l'agent, en multipliant le "montant annuel théorique", par un coefficient en pourcentage correspondant :

1 point = 2% de majoration

LE CIA : PART LIEE A L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL ET A LA MANIERE DE SERVIR

Il est proposé d'attribuer individuellement chaque année un complément indemnitaire aux agents en fonction de **l'engagement professionnel** et sa **manière de servir** en application des conditions fixées pour l'entretien professionnel.

La part liée à la manière de servir sera versée selon la périodicité suivante : mensuellement. Cette part sera revue annuellement à partir des résultats des entretiens professionnels.

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale selon les modalités critères définis ci-dessous et fera l'objet d'un arrêté.

Le CIA est exclusif de toutes autres indemnités liées à la manière de servir.

Modulation selon l'absentéisme :

En cas d'absence : Le CIA sera suspendu en cas de maladie ordinaire, accident de service ou maladie professionnelle, de longue maladie, grave maladie et congé de longue durée;

Le CIA sera maintenu pendant les congés annuels, les autorisations d'absence, les formations, le congé maternité, paternité, adoption.

Le CIA suivra la quotité de traitement versée en cas de temps partiel et congé de présence parentale.

Le CIA sera déterminé en tenant compte des critères suivants :

- Résultats professionnels obtenus par l'agent et réalisation des objectifs,
- Niveau d'engagement dans la réalisation des activités du poste

- Niveau de maîtrise des compétences professionnelles et techniques,
- Qualités relationnelles,
- Capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Vu la détermination des groupes relatifs au versement de l'IFSE, les plafonds annuels du complément indemnitaire sont fixés comme suit :

<i>GROUPES</i>	<i>Fonctions</i>	<i>Montant plafond annuel</i>
<i>A G1</i>	<i>Directrice Générale des Services, Responsable Pôles Fiscalité et Développement Économique</i>	<i>1027.50 €</i>
<i>B G1</i>	<i>Responsable Pôle RH, coordinatrice enfance Jeunesse, Responsable Pôles Administration générale et Tourisme</i>	<i>720 €</i>
<i>B G2</i>	<i>Directrice ALSH Responsable SPANC</i>	<i>446.40 €</i>
<i>B G3</i>	<i>Directrice Adjointe Crèche</i>	<i>336€</i>
<i>C G1</i>	<i>Responsable Pôle Technique Chef de service Loisirs-Nature Chef de service technique Directrice ALSH</i>	<i>275€</i>
<i>C G2</i>	<i>Agent service technique / chauffeur PL / Caces Directeur adjoint ALSH Cuisinier ALSH Cuisinière Crèche</i>	<i>245 €</i>
<i>C G3</i>	<i>Animatrice ALSH Animatrice Crèche Agent d'entretien ALSH Agent d'entretien Crèche</i>	<i>90 €</i>

DECIDE

- D'instaurer l'IFSE dans les conditions indiquées ci-dessus ;
- D'instaurer le CIA dans les conditions indiquées ci-dessus ;
- Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter du ;
- *Les primes et indemnités seront revalorisées automatiquement dans les limites fixées par les textes de référence ;*
- D'autoriser l'autorité territoriale à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre des deux parts de la prime dans le respect des principes définis ci-dessus.
- D'autoriser l'autorité territoriale à moduler les primes au vu de l'absentéisme, selon les modalités prévues ci-dessus.
- De prévoir et d'inscrire au budget les crédits nécessaires au paiement de cette prime.

PJ : Annexe 1 – Répartition des emplois par groupes de fonctions

Annexe 2 – Grille des sous-indicateurs pour apprécier l'engagement professionnel et la manière de servir

Modalités de mise en œuvre du Compte Personnel de Formation (CPF)

Le président rappelle à l'assemblée :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu l'ordonnance n°2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 28 Janvier 2020 ;

Considérant, qu'en application de l'article 44 de la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, l'ordonnance n°2017-53 du 19 janvier 2017 a introduit de nouvelles dispositions dans la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 ;

Considérant que l'article 22 ter de la loi précitée crée, à l'instar du dispositif existant pour les salariés de droit privé, un compte personnel d'activité (CPA) au bénéfice des agents publics, qui a pour objectifs, par l'utilisation des droits qui y sont inscrits, de renforcer l'autonomie et la liberté d'action de l'agent et de faciliter son évolution professionnelle ;

Considérant que le compte personnel d'activité se compose de deux comptes distincts : le compte personnel de formation (CPF) et le compte d'engagement citoyen (CEC) ;

Considérant que le compte personnel de formation mis en œuvre dans ce cadre se substitue au droit individuel à la formation (DIF) et permet aux agents publics d'acquérir des droits à la formation, au regard du travail accompli.

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer les modalités de mise en œuvre du CPF et notamment les plafonds de prise en charge des frais de formation au sein de la Communauté de Communes de DOMME – VILLEFRANCHE DU PERIGORD ;

Le président, rappelant l'importance de l'accompagnement des agents dans la réalisation de leur projet professionnel et ainsi la nécessité de leur accorder toutes facilités afin de permettre l'accomplissement de ce projet, propose à l'assemblée :

Article 1 : Plafonds de prise en charge des frais de formation

Conformément aux dispositions de l'article 9 du décret du 6 mai 2017 susvisé, sont décidés, en vue de la prise en charge des frais qui se rattachent aux formations suivies au titre du compte personnel de formation :

Prise en charge des frais pédagogiques :

Le budget annuel global consacré aux coûts pédagogiques des projets s'inscrivant dans le cadre du CPF s'élève à 2000 euros.

1. Prise en charge totale des actions de formation relative à l'acquisition du socle de connaissances et

de compétences fondamentales (apprentissage de la langue française, règles de calcul)

2. Prise en charge partielle dans la limite des crédits budgétaires et du plafond horaire de 15 euros TTC, le financement maximum est fixé à 1000 euros et limité à 50% du coût pédagogique de la formation, par projet et par agent.

Encas d'absence de suivi de tout ou partie de la formation sans justificatif, l'agent doit rembourser les frais engagés.

Prise en charge des frais occasionnés par le déplacement :

La collectivité ne prendra pas en charge les frais occasionnés par les déplacements des agents lors des formations. Ces frais seront à la charge de l'agent.

Article 2 : Demandes d'utilisation du CPF

La demande de l'agent devra être transmise, à l'aide du formulaire prévu à cet effet, à l'autorité territoriale par l'intermédiaire du responsable hiérarchique, accompagné d'une lettre de motivation. Celle-ci comportera notamment les éléments suivants :

- ↳ La description détaillée du projet d'évolution professionnelle
- ↳ Le programme et la nature de la formation visée (préciser si la formation est diplômante, certifiante, ou professionnalisante, les prérequis de la formation, etc.)
- ↳ Le cas échéant l'organisme de formation sollicité si la formation ne figure pas dans l'offre de formation de l'employeur
- ↳ Le nombre d'heures requises, le calendrier et le coût de la formation

Article 3 : Instruction des demandes

Les demandes devront obligatoirement être présentées entre le 1^{er} mars et le 15 mars de l'année N.

Article 4 : Critères d'instruction et priorité des demandes

Lors de l'instruction des demandes, les requêtes suivantes sont prioritaires (article 8 du décret n° 2017-928 du 6 mai 2017) :

- Suivre une action de formation, un accompagnement ou bénéficier d'un bilan de compétences, permettant de prévenir une situation d'inaptitude à l'exercice des fonctions ;
- Suivre une action de formation ou un accompagnement à la validation des acquis de l'expérience par un diplôme, un titre ou une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles ;
- Suivre une action de formation de préparation aux concours et examens.

Les demandes présentées par des personnes peu ou pas qualifiées qui ont pour objectif de suivre une formation relevant du socle de connaissances et de compétences mentionné à l'article L. 6121-2 du code du travail (qui concerne notamment la communication en français, les règles de calcul et de raisonnement mathématique, etc.) ne peuvent faire l'objet d'un refus. La satisfaction de ces demandes peut uniquement être reportée d'une année en raison de nécessité de service (art. 22 quater de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983).

Chaque situation sera ensuite appréciée en considération des critères suivants :

- L'agent a-t-il sollicité un rendez-vous avec le conseiller emploi du Centre de Gestion ?

- Démarches réalisées par l'agent afin de découvrir et de s'appropriier le métier/l'activité envisagée.
- Pertinence du projet par rapport à la situation de l'agent
- Perspectives d'emplois à l'issue de la formation demandée
- Viabilité économique du projet
- La formation est-elle en adéquation avec le projet d'évolution professionnelle ?
- L'agent dispose-t-il des prérequis exigés pour suivre la formation ?
- Maturité/antériorité du projet d'évolution professionnelle
- Nombre de formations déjà suivies par l'agent
- Ancienneté au poste
- Calendrier de la formation en considération des nécessités de service
- Coût de la formation

Article 5 : Réponse aux demandes de mobilisation du CPF

La décision du président sera adressée par écrit à l'agent dans un délai de 2 mois.
En cas de refus, celui-ci sera motivé.

Article 6 :

Après en avoir délibéré, l'organe délibérant :

DECIDE : d'adopter les modalités de mise en œuvre du compte personnel de formation telles que proposées.

Modification du règlement de formation suite à la mise en place du Compte Personnel de Formation (CPF)

Le Président précise que le règlement de formation de la communauté de communes avait été adopté par délibération N°2014/10 du 4 janvier 2014.

Il convient, aujourd'hui, de le modifier afin d'y intégrer les modifications liées au décret n°2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie.

Le Président donne lecture du projet de règlement de formation ci-annexé.

Suite à l'avis favorable du comité technique en date du 28 janvier 2020 et après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver le règlement de formation joint à la présente délibération.

Convention-Cadre passée entre la CC de Domme-Villefranche-du-Périgord et l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine

Le Président informe le conseil communautaire des missions conduites par l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine (EPF). Missions qui peuvent intéresser à la fois les EPCI et les communes.

Après avoir donné lecture des termes de la convention, le Président propose, dans l'intérêt communautaire, de l'adopter.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide à l'unanimité :

- De donner un avis favorable à l'adoption de la Convention-Cadre rappelée ci-avant.

Animation de la filière châtaigne : plan de financement 2018

Le Président rappelle au conseil communautaire la création du poste de chargé de mission à temps partiel dans le but d'assurer l'animation de la filière châtaigne.

Cette animation pour la promotion et la valorisation des produits issus de la filière châtaigne 2018 a fait l'objet d'une demande d'aide européenne FEADER dans le cadre du programme LEADER.

Le plan de financement doit être actualisé afin de correspondre aux éléments financiers présentés dans le cadre de la demande d'aide, les modifications portant sur les coûts valorisables par le FEADER.

Plan de financement actualisé :

<i>Financements</i>	<i>Montant</i>
Autofinancement (CC Domme-Villefranche-du-Périgord)	4 136.33 €
FEADER - LEADER	7 353.47 €
Coût total de l'opération :	11 489.80 €

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver le plan de financement de cette opération pour un coût total de 11 489.80 € ;
- d'autoriser le Président à solliciter les subventions auprès des financeurs.

Printemps de la châtaigne : plan de financement définitif

Le Président rappelle au conseil communautaire l'organisation d'une journée « Printemps de la Châtaigne », laquelle s'est déroulée le 27 avril 2019. Cette manifestation visait notamment à promouvoir, à travers des échanges et des expositions, le produit que constitue la châtaigne en réunissant l'ensemble des partenaires castanéicoles.

Cette manifestation Printemps de la châtaigne 2019 a fait l'objet d'une demande d'aide européenne FEADER dans le cadre du programme LEADER.

Le plan de financement présenté dans le cadre de la demande d'aide est le suivant :

Plan de financement Printemps de la châtaigne 2019 :

<i>Financements</i>	<i>Montant</i>
Autofinancement (CC Domme-Villefranche-du-Périgord)	3 402.08 €
Région Nouvelle Aquitaine (Contributions publiques)	1 258.89 €
Conseil départemental de la Dordogne (Contributions publiques)	1 000,00 €
FEADER – LEADER (Contributions publiques)	5 719.90 €
Coût total de l'opération :	11 380.87 €

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver le plan de financement de cette opération pour un coût total de 11 380.87 € ;
- d'autoriser le Président à solliciter les subventions auprès des financeurs.

Cotisation 2020 à la Mission Locale du Périgord Noir

Le Président fait part au conseil communautaire du courrier de la Mission Locale du Périgord Noir en date du 16 janvier, ayant pour objet l'appel à contribution 2020 auprès de la communauté de communes, pour assurer son financement.

Pour 2020, la contribution demandée à la communauté de communes Domme – Villefranche du Périgord est de **9 716.30 €**, soit 1,10 € par habitant.

Cet organisme intervient sur l'ensemble du Pays du Périgord Noir pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 26 ans qui ne sont plus scolarisés. Des conseillers se tiennent à leur disposition pour toutes questions liées à l'information, l'orientation professionnelle, la formation et l'emploi.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- de verser une cotisation de **9 716.30 €** à la **Mission Locale du Périgord Noir** pour l'année 2020.

Aménagement et mise aux normes d'un bâtiment public à usage de bureaux et garage – annexe du siège social communautaire – plan de financement

Le Président rappelle au conseil communautaire l'achat récent par la communauté de communes d'un bâtiment à rénover, situé dans le bourg même de la commune de St-Martial-de-Nabirat, face au multiple rural.

Il précise que l'aménagement de ce bâtiment est envisagé afin de créer des bureaux et un garage destiné à abriter les véhicules communautaires.

Il informe le conseil du plan de financement prévisionnel de l'opération, qui se présente comme il vient (HT) :

- Acquisition : 60 000 €
- Travaux d'aménagement et de mise aux normes : 295 000 €
- Honoraires, études : 70 785 €
- TOTAL : 425 785 €

Subventions sollicitées :

- Etat (DETR) : 132 750 €
- Département : 106 446.25 €
- TOTAL : 239 196.25 €

Autofinancement : 186 588.75 €

Le Président propose d'adopter le plan de financement ci-avant présenté. Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- De donner un avis favorable au plan de financement ci-avant présenté et de lancer l'opération.

Vente d'un terrain à la SCI LMG

Le Président informe le conseil communautaire que la SCI LMG souhaite acquérir une parcelle de terrain sur la Zone d'Activités Economiques de Pech Mercier. La parcelle en question est le lot n°2 cadastré Cénac-St-Julien section AN n°619 d'une contenance de 3 170 m².

Il rappelle que le prix de vente est fixé à 8 € HT le mètre carré.

Le montant de la vente dudit terrain s'élève à 25 360 € HT.

Le Président propose de vendre la parcelle de terrain ci-avant mentionnée selon les conditions précisées par lui, et sollicite l'avis du conseil communautaire.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- De donner un avis favorable à la vente par la communauté de communes de Domme-Villefranche-du-Périgord, de la parcelle de terrain cadastrée Cénac-St-Julien, Zone d'Activités Economiques de Pech Mercier, lot n°2 – section AN n°619 d'une contenance de 3 170 m² à la SCI LMG, domiciliée Les Combes de la Bouysse 24250 Veyrines-de-Domme,

- De donner un avis favorable à la vente dudit terrain au prix de 8€ HT le mètre carré, soit pour un montant total de 25 360 € HT,
- Et de charger le Président d'effectuer les démarches, de signer l'acte de vente notarié en l'étude de Maître Marie-Agnès CABANEL, notaire à Sarlat, ainsi que toutes les pièces se rapportant à l'affaire citée en objet.

Vente d'un terrain à la SOGEDO

Le Président informe le conseil communautaire que la SOGEDO (Société de Gérance de Distributions D'eau) souhaite acquérir une parcelle de terrain sur la Zone d'Activités Economiques de Pech Mercier. La parcelle en question est le lot n°1 cadastré Cénac-St-Julien section AN n°618 d'une contenance de 8 960 m2.

Il rappelle que le prix de vente est fixé à 8 € HT le mètre carré.

Le montant de la vente dudit terrain s'élève à 71 680 € HT.

Le Président propose de vendre la parcelle de terrain ci-avant mentionnée selon les conditions précisées par lui, et sollicite l'avis du conseil communautaire.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- De donner un avis favorable à la vente par la communauté de communes de Domme-Villefranche-du-Périgord, de la parcelle de terrain cadastrée Cénac-St-Julien, Zone d'Activités Economiques de Pech Mercier, lot n°1 – section AN n°618 d'une contenance de 8 960 m2 à la SOGEDO, domiciliée 4 Place des Jacobins 69002 Lyon,
- De donner un avis favorable à la vente dudit terrain au prix de 8€ HT le mètre carré, soit pour un montant total de 71 680 € HT,
- Et de charger le Président d'effectuer les démarches, de signer l'acte de vente notarié en l'étude de Maître Marie-Agnès CABANEL, notaire à Sarlat, ainsi que toutes les pièces se rapportant à l'affaire citée en objet.

Vente d'un terrain à la SCI VIDAL

Le Président informe le conseil communautaire que la SCI VIDAL souhaite acquérir une parcelle de terrain sur la Zone d'Activités Economiques de Pech Mercier. La parcelle en question est le lot n°6 cadastré Cénac-St-Julien section AN n°623 d'une contenance de 3 539 m2.

Il rappelle que le prix de vente est fixé à 8 € HT le mètre carré.

Le montant de la vente dudit terrain s'élève à 28 312 € HT.

Le Président propose de vendre la parcelle de terrain ci-avant mentionnée selon les conditions précisées par lui, et sollicite l'avis du conseil communautaire.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- De donner un avis favorable à la vente par la communauté de communes de Domme-Villefranche-du-Périgord, de la parcelle de terrain cadastrée Cénac-St-Julien, Zone d'Activités Economiques de Pech Mercier, lot n°6 – section AN n°623 d'une contenance de 3 539 m2 à la SCI VIDAL, domiciliée 24250 Cénac-et-Saint-Julien,
- De donner un avis favorable à la vente dudit terrain au prix de 8€ HT le mètre carré, soit pour un montant total de 28 312 € HT,
- Et de charger le Président d'effectuer les démarches, de signer l'acte de vente notarié en l'étude de Maître Marie-Agnès CABANEL, notaire à Sarlat, ainsi que toutes les pièces se rapportant à l'affaire citée en objet.

Horaires d'ouverture de la poste de Cénac-St-Julien

Le Président informe le conseil communautaire de la communication présentée par Daniel MAURY, conseiller communautaire de Cénac-St-Julien, concernant la menace que constitue la réduction des heures d'ouverture de la poste de Cénac.

Cénac-St-Julien, commune qui compte plus de 1 200 habitants en temps ordinaire, voit sa population décupler en haute saison touristique. La présence d'une poste y est parfaitement justifiée, d'autant qu'une population majoritairement âgée s'y rend quotidiennement pour des opérations courantes. Le démantèlement des services publics en milieu rural pour des raisons exclusivement comptables, financières ou budgétaires, passe complètement sous silence, la dimension humaine de la population qui s'y trouve.

Le Président explique que la réduction progressive des heures d'ouverture du bureau de poste, conduira fatalement à une fermeture programmée de ce service. Il propose de s'opposer contre cette décision.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité d'exprimer sa solidarité pleine et entière à l'égard de l'argumentaire exposé dans la délibération du conseil municipal de Cénac-St-Julien, en date du 21 octobre 2019,

Aussi, **CONSIDERANT**

- Que La commune de Cénac compte 1 200 habitants (commune dont la population est la plus élevée de toutes les communes membres de la communauté de communes), avec, en outre, une fréquentation touristique très élevée en période de haute saison (proximité de Domme qui enregistre + de 800 000 visiteurs par an),
- Que la commune de Cénac reste dotée de 2 grands campings, de chambres d'hôtes, de gîtes et de meublés ainsi que de nombreuses résidences secondaires,
- Que la commune de Cénac est riche d'un tissu commercial et artisanal implanté aux portes du sarladais (présence de la plus grande coopérative nationale spécialisée dans la noix (Coopcerno) et de plusieurs conserveurs,
- Que la commune de Cénac compte sur son sol la Zone d'Activités Economiques de Pech Mercier avec la présence de 16 entreprises et plus de 110 emplois sur site,
- Que la commune de Cénac comporte un maillage médical important avec 1 pharmacie, 4 médecins, 1 sage-femme, 1 dentiste, 1 podologue, 1 ostéopathe, 1 cabinet d'infirmières,
- Que la commune de Cénac organise un jour de marché hebdomadaire (le mardi), lequel reste très prisé avec une fréquentation estivale considérable,
- Que la commune de Cénac représente, par sa situation géographique en bordure de la rivière Dordogne, un centre extrêmement vivant et drainant pour les communes alentour, à l'entrée même de la vallée de la Dordogne,

Le conseil communautaire **S'OPPOSE**, à l'unanimité de ses membres,

- au plan de réduction des heures d'ouverture de la poste de Cénac, décision qui, à ses yeux, va à l'encontre même de l'intérêt local en portant directement atteinte au tissu social, économique et humain de la commune et des habitats alentours.
- Sollicite auprès des services compétents de l'administration postale, la révision complète de ses intentions premières de réduction des horaires d'ouverture de la poste de Cénac et de son éventuelle fermeture,
- Et charge le Président d'effectuer les démarches, et de signer toutes les pièces se rapportant à l'affaire citée en objet.